

## Les Francilien-nes cobayes de la droite pour la campagne présidentielle

Le budget 2017 présenté par Valérie Pécresse est une caricature grotesque de la droite filloniste : mise au ban de la fonction publique, stigmatisation de certaines populations, désinvestissement démesuré des politiques de soutien social au profit des orientations du MEDEF, sacralisation des Maires et retour du pouvoir aux petits territoires au détriment d'une Région stratégique et structurante et, partant, clientélisme presque affiché, communication tronquée valorisant les petits gestes comme des largesses... Mme Pécresse ou – ce n'est qu'un autre exemple – Geoffroy Didier se targuent de faire de l'Île-de-France le « laboratoire » national, comme si les Francilien-nes étaient des cobayes. Seul moyen pour eux, de continuer à apparaître durant cette campagne présidentielle ou d'obtenir – qui sait ? – un maroquin.

Pour les élu-es écologistes, ce budget :

- sape toutes les politiques de solidarité et précarise plutôt qu'il ne favorise l'emploi francilien ;
- va à rebours des impératifs environnementaux et des engagements de la COP 21 ;
- régresse sur les questions de développement et de transition écologique de l'économie et de la société ;
- supprime tout rôle stratégique de la région pour devenir un tiroir-casse qui privilégie le saupoudrage...

## Dossier de Presse

### Un budget 2017 qui dénature la Région Île-de-France

Annonces de V. Pécresse	LA RÉALITÉ
DES ÉCONOMIES EN DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ?	Entre 2015 et 2017 : +21 M€. Le fonctionnement passera de 2,648 à 2,669 Md€
UNE UTILISATION IMPORTANTE DES FONDS EUROPEENS ?	Les fonds 2016 ont été sous-utilisés : seulement 6% des dépenses prévues et des appels à projets retirés
UN BUDGET ENVIRONNEMENT EN AUGMENTATION ?	A périmètre équivalent depuis 2015, le budget baisse de 35 M€, soit 1/3.
UNE REGION QUI FAIT DE L'EMPLOI SA PRIORITÉ ?	L'emploi est directement et indirectement mis en danger par la région : suppression des emplois tremplin, d'insertion, aidés, etc.
UNE RÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DANS LES TRANSPORTS ?	Ce seront plus de 200 M€ de factures non payées et reportées
PROMESSE D'UNE AUGMENTATION DE 20% DU BUDGET CULTURE ?	7 M€ ont été amputés à ce budget depuis 2015
DÉMÉNAGER LE CONSEIL RÉGIONAL POUR FAIRE DES ÉCONOMIES ?	Le nouveau site de St-Ouen coûte 400M€ et les locaux actuels seront vendus 250M€

## Environnement

Énergie Climat  
- 20 M€

Espaces naturels  
- 7 M€

Déchets  
- 3 M€

### Les chiffres clés des renoncements de V. Péresse

Le budget Environnement est celui du grand renoncement avec une baisse d'1/3 à 35 M€. Dans ce domaine, la Région est coupable de refuser son rôle stratégique en matière de déchets ou d'énergie et préfère les actions territorialisées, faisant de la région un simple tiroir-caisse lié au bon vouloir des maires en matière environnementale. Les baisses sont les suivantes :

- énergie et climat : 34 M€ au lieu de 54 M€, sans compter les suppressions des programmes de rénovation thermique dans le logement ou les lycées ;
- déchets : 9 M€ au lieu de 12 M€, alors que la région vient d'en obtenir la compétence ;
- patrimoine naturel : 13M€ au lieu de 20M€ alors que les terres naturelles ne cessent d'être grignotées par l'urbanisation ;
- suppression des 1,2 M€ de lutte contre les maladies chroniques liées à l'environnement ;
- fin du soutien au tissu des actions environnementales, emplois insertion, associations, éducation à l'environnement, ...

### Le contre-budget écologiste

**Faire de la lutte contre la pollution et de la politique zéro déchet des priorités concrètes, augmenter l'indépendance énergétique de l'Île-de-France, entretenir et protéger le patrimoine naturel régional...**

Les écologistes ont présenté un contre budget à la hauteur des engagements de la COP 21, à savoir : 35 M€ pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, 3,5 M€ pour le tissu associatif sentinelle de l'environnement, un plan déchets volontariste, un soutien pérenne aux Parcs naturels et à l'Agence des Espaces Verts. Mais aussi une politique internationale de lutte contre le dérèglement climatique, une économie ajustée et de transition, des transports alternatifs ou encore des fonds européens renforcés sur le volet environnemental.

## Logement et aménagement

Logements  
- 66 M€

Renov. Thermi.  
- 25 M€

SRU  
- 3 M€

### Les chiffres clés des renoncements de V. Péresse

L'investissement dans le logement n'est plus que de 77 M€, soit à peine 47% de ce qu'il était en 2015. L'exécutif régional casse ainsi l'atout formidable qu'était la Région en tant que levier de constructions nouvelles, se désengage sur tout le territoire de la Métropole du Grand Paris, remet en cause les priorités du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement et s'apprête à renforcer les inégalités du territoire francilien.

Quand la région devrait participer à l'objectif de 70 000 nouveaux logements en Île-de-France par an, elle :

- abandonne des opérations de rénovation thermique pour les passoires énergétiques (-25 M€) ;
- réduit au 1/3 le budget des logements sociaux et très sociaux (avec 34 M€ prévus sur les 100 M€ de 2015) ;
- met un coup d'arrêt à la lutte contre le saturnisme ;
- réduit aux 3/4 sa participation à la politique de renouvellement urbain des quartiers prioritaires.

### Le contre-budget écologiste

**Faire du logement des Franciliens une priorité et un outil d'égalité**

Les écologistes ont présenté un contre-budget de relance de la politique de logement francilien, avec plus de 50 M€ d'investissements supplémentaires (10 M€ sur la précarité énergétique et 36 M€ pour les logements sociaux et très sociaux) mais proposent également 5 M€ pour un nouveau programme d'action pérenne et structurante d'hébergement des populations en détresse, quand Mme Péresse donne l'aumône avec 100 000 € pour les sans-abris.

## Action sociale & solidarités

Aides familles  
- 0,8 M€

Aides démunis  
- 16 M€

### Les chiffres clés des renoncements de V. Péresse

L'exécutif a baissé de 75% le fonds de soutien aux familles de 2,4M€ en 2015 à 1,8 M€, avec la suppression des dispositifs pour :

- Centres d'accueil et d'hébergement,
- Aide à la résorption des bidonvilles, accueil des réfugiés,
- Les plans d'urgences pour les réfugiés,
- Soutien au domicile des personnes âgées.

Au total, pour l'aide aux plus démunis, c'est une baisse de 16m€ par rapport à 2015.

### Le contre-budget écologiste

**Sauver l'aide régionale pour les plus démunis, contre l'exclusion et les maladies. Proposer des politiques sociales innovantes.**

La puissance d'intervention de la Région doit aller à l'amélioration des conditions de vies des francilien-nes les plus démunies. Les écologistes dénoncent l'abandon total de tous les dispositifs d'accompagnement.

- 5 millions d'investissement pour les centres d'accueil et d'hébergement d'urgence (0,3% du budget d'investissement)
- La mise en place du dispositif "Un chez-soi d'abord", pour sortir les sans-abri de la grande précarité de 800 000 €
- 1,3 millions pour l'aide aux associations qui interviennent pour l'aide aux plus démunis (0,03% du budget de fonctionnement)

## Transports & mobilités

Plan Vélo  
- 7,5 M€

Bus Sites propres  
- 46 M€

Crédits Transports  
- 37 M€

### Les chiffres clés des renoncements de V. Péresse

Contrairement aux annonces, l'exécutif a décidé de réorienter son action sur la grande couronne, se désengageant sans le dire partiellement des territoires métropolitains. L'unité de tarif et son attractivité risque d'être mis en péril avec le Grand Paris. Sur ce secteur des transports, c'est le dogmatisme qui perdure (voies sur berge) et une prime à la communication plutôt qu'à l'action concrète sur toute la partie environnementale :

- recul sur la dédiésérialisation du parc de bus avec un report à 2030 au lieu de 2025 et une inclusion dans les calculs des bus en euro 6 ;
- division par 3 de l'investissement sur les bus en sites propres ;
- division par 2 du plan Vélo ;
- Aggravation de la dette cachée par le report du paiement des factures de modernisation des infrastructures (évaluée à 200M€) et pour 2017 il y a une baisse de 37M€ de crédits de paiements.

### Le contre-budget écologiste

**Investir pour les transports en commun pour favoriser leur utilisation et lutter contre la pollution et développer un transport de marchandises alternatif à la route à taille humaine**

Les écologistes souhaitent prolonger l'investissement déterminant dans des transports durables :

- 20 M€ en plus sur les bus en sites propres
- un renforcement des plans locaux de déplacement
- 2 M€ pour la logistique du dernier kilomètre.
- 15 M€ de plus pour les modes alternatifs vélo, bornes électriques ou GNV.
- 11M€ pour rétablir l'aide au transport pour les bénéficiaires de l'AME (depuis l'abrogation ce sont les associations qui paient).
- Ajouter 65M€ de crédits de paiement pour les factures non payées de la modernisation des infrastructures.

## Economie & emploi

Soutien emploi  
- 36 M€

Formation Salariés  
- 10 M€

Insertion, apprentis  
- 7 M€

### Les chiffres clés des renoncements de V. Péresse

Contrairement au discours sur l'emploi, les grandes masses n'évoluent pas. Sur des secteurs stratégiques comme l'ESS, l'exécutif renforce la baisse entamée avec en 2017 -30% en investissement. Les filières de la transition écologique de l'économie ne sont clairement plus une priorité. La responsabilité sociale et sociétale des entreprises n'est plus une condition. La région adopte une vision où prédominent les choix des entrepreneurs, au détriment d'une politique inclusive, avec la baisse symbolique mais dramatique de 88 M€ sur le seul secteur de la formation professionnelle – pourtant compétence obligatoire, sur tout ce qui concerne l'égalité, l'insertion durable, la formation continue, le bien-être des salariés et des apprentis :

- désengagement total sur le soutien à l'emploi (accompagnement, contrats aidés, emplois tremplin, etc) (-36 M€) ;
- 10 M€ de baisse sur la formation des salariés (promotion sociale, lutte contre les inégalités et sécurisation des parcours) ;
- 7 M€ de baisse sur la mobilité, l'insertion durable et l'encadrement des apprentis

### Le contre-budget écologiste

**Une priorité pour la transition écologique, l'économie verte, sociale et solidaire.**

- Expérimentation d'un revenu universel
- 3 M€ de soutien à l'ESS
- un nouveau dispositif pour un soutien aux processus écologiques (2 M€)
- des assises pour le développement des emplois du secteur non marchand
- 1 M€ pour l'égalité femmes/ homes et la lutte contre les discriminations au travail
- 7 M€ pour les emplois-tremplin et d'insertion
- 7 M€ pour des parcours durables de l'apprentissage
- 5 M€ sur la formation des salariés

## Lycées

Dotations pas élèves  
- 4 €

Envelop. 2ème cycle  
- 4,9 M€

### Les chiffres clés des renoncements de V. Péresse

V.Péresse gère les lycées avec paresse et en fonction de son électorat. La dotation de Fonctionnement des Lycées (DGFL) est en baisse de 4 € par élève (207€/élèves en 2016 contre 203€/élèves en 2017). Les lycées publics sont victimes de l'ouverture des crédits au privé, les élèves feront les frais d'un abandon de la rénovation thermique sur le long terme et perdent en capacité d'action. Sans compter la remise en cause de certains programmes éducatifs pour les remplacer par les structures privées et entreprises. Quelques chiffres :

- baisse de l'enveloppe globale du second cycle (aide demi-pension manuels scolaire, etc.) de 35,8M en 2016 contre 29,9M en 2017 ;
- remplacement total de la rénovation thermique par les seuls diagnostics énergétiques ;
- suppression des budgets participatifs pour les lycéens au profit d'un budget dit « d'autonomie » pour les proviseurs.

### Le contre-budget écologiste

**50% de bio en 2021, rétablir la rénovation thermique et faire confiance en la capacité d'initiative des jeunes.**

Les écologistes ont proposé une toute autre politique, redonnant de la place aux lycéens et à la qualité de vie lycéenne :

- Un plan pour atteindre 50% de bio dans les cantines en 2021, avec une plateforme d'achats, la structuration de la filière sur base de la capacité d'achat des lycées quand V. Péresse ne propose que des yahourts bio ;
- Un plan de rénovation thermique dans les lycées de 10 M€ et l'installation de production d'électricité renouvelable avec 2 M€ (22 M€ d'économies possibles sur les factures d'énergie) ;
- Réhabilitation des budgets participatifs et création d'un livret des droits des lycéens.

# Agriculture & ruralité

## Les éléments clés des renoncements de V. Péresse

Dans la continuité de 2016, l'agriculture biologique paysanne et citoyenne est renvoyée sur la touche au profit des chambres d'agriculture et des grandes exploitations agricoles. V. Péresse annonce que l'animation en faveur de pratiques respectueuses de l'environnement sera pilotée par les chambres d'agriculture et la FNSEA.

Les Parcs Naturels Régionaux voient leurs champs de compétences élargies et leurs périmètres géographiques augmentés. Ce qui prouve le dynamisme des territoires. Pourtant les sommes allouées en 2017 seront les mêmes que 2016.

## Le contre-budget écologiste

**Sauvegarder l'action des PNR dans les territoires, orienter la politique agricole régionale vers les Francilien-nes plutôt que vers les marchés spéculatifs internationaux et sauver l'agriculture paysanne, citoyenne de proximité.**

- 1 M€ supplémentaire pour l'investissement et le fonctionnement des PNR.

- 3,1 M€ pour :

- sauver la profession agricole et leur garantir un revenu décent.
- redonner aux agriculteurs la fierté de leur travail et les accompagner vers des pratiques vertueuses.
- aider la reprise des exploitations,
- aider les filières d'élevage pour construire un modèle pérenne et plus respectueux du bien-être animal.
- développer la production agricole pour la consommation de proximité,
- sauvegarder les terres agricoles par l'acquisition foncière.

- 1,3 M€ pour sanctuariser les structures paysannes, citoyennes et alternatives qui développent le bio de proximité - AMAP, Groupement des Agriculteurs Bio, Structures de formation et d'accompagnement à l'installation (Champs des Possibles par exemple, Terre de Liens, etc.).

# Culture

Budget global

- 7 €

## Les chiffres clés des renoncements de V. Péresse

Des compagnies qui ferment, des spectacles supprimés, des acteurs incompris... La politique catastrophique de la Région face au monde de la Culture est celle d'un recul sur l'accompagnement en matière de création et de diffusion, celle d'une vision descendante qui nuit à la diversité et au foisonnement. Un élément important qui permet de comprendre le changement de cap : la mise en place d'un fonds d'investissement globalisé de 20 M€, concentré et opaque qui permet de penser que tout peut être financé, quand il efface en réalité un budget en baisse de 7 M€ par rapport à 2015.

## Le contre-budget écologiste

**Soutenir le foisonnement culturel et les acteurs de terrain.**

- 700 000 € M€ pour les arts de la scène, des arts plastiques
- 600 000 € pour les fabriques d'arts et de culture

# Institution/déménagement

## Les chiffres clés des renoncements de V. Péresse

Mise sous pression des agent-es, suppression de postes ou déclassements. Là encore, la région sert de laboratoire à Fillon qui souhaite réduire le nombre d'agents de la fonction publique territoriale. Le déménagement – autre sujet de l'ombre – fait l'objet de toutes les communications, mais il manque une information, primordiale, le plan financier. A ce jour ont été avoués quelques chiffres : 62 M€ pour le seul aménagement des futurs locaux. Aujourd'hui, ce qui est sûr, c'est que les locaux actuels sont estimés à 250 M€ contre les 400 M€ des 2 futurs bâtiments de Saint-Ouen...